

Canada tient en bonne part du fait que le gouvernement n'a pas su en venir aux prises avec les problèmes fondamentaux.

Le 4 septembre, les Canadiens sont allés aux urnes et ont dit que cela suffisait. Ils nous ont donné ce qui doit être considéré - et ce que nous considérons - comme étant un mandat sans équivoque en faveur du changement. Ce mandat reflète d'ailleurs le jugement pragmatique porté sur la performance et les problèmes économiques récents du Canada. Les Canadiens ont aussi vu un monde économique qui changeait rapidement. Ils ont voulu que leur pays suive le mouvement et exploite les possibilités de changement qui se présentaient.

Le processus de renouveau national exigera des consultations permanentes avec tous les secteurs de la société, y compris le monde des affaires, les syndicats, les consommateurs et les gouvernements provinciaux. Et pour réussir, il devra se fonder sur un consensus national et sur la coopération avec nos principaux partenaires économiques à l'étranger.

Le nouveau gouvernement est prêt à prendre l'initiative de ce processus de renouvellement. Nous entendons relever quatre défis.

D'abord, nous voulons mettre de l'ordre dans notre fiscalité. Nous avons comme tâche prioritaire de contrôler le déficit cette année et dans les années à venir. Notre objectif immédiat est de réduire le déficit par le biais de réductions des dépenses plutôt que par d'importantes augmentations d'impôts. Nous réalisons déjà des progrès. Grâce à l'examen des réductions de dépenses et des mesures de recouvrement des recettes, nous avons trouvé moyen de couper de 12 % le déficit projeté pour la prochaine année financière. Nous voulons au moins tripler ces économies d'ici 1990.

Deuxièmement, nous entendons redéfinir le rôle du gouvernement afin qu'il fournisse un meilleur cadre pour la croissance et la création d'emplois au Canada. Le rôle du gouvernement ne doit pas constituer un obstacle pour le monde des affaires. Le gouvernement doit plutôt créer un climat qui favorise le changement et l'innovation. Nombre d'industries canadiennes sont surprotégées et d'autres surprotégées, non pas seulement des importations mais aussi de la concurrence nationale. Nous devons changer cet état de choses. Des programmes conçus pour faciliter les investissements ne devraient pas avoir un effet de distorsion qui aille à l'encontre du résultat recherché. Nos politiques et nos programmes ne devraient pas envoyer les mauvais signaux à l'étranger, par exemple donner à entendre que le Canada se tourne sur lui-même et ne réserve